

Jugement Soc2 N°017 du 03 Décembre 2004

Jugement Soc2 N°017 du 03 Décembre 2004 HOUINOU Marius
 (Me Bertin AMOUSSOU) C/ARAB-CONTRACTORS
 (Me Nestor NINKO)

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE COTONOU
 DEUXIEME CHAMBRE SOCIALE JUGEMENT CONTRADICTOIRE N° 17/04 du 03 Décembre 2004

 Rôle Général N°41/02

----- HOUINOU Marius
 (Me Bertin AMOUSSOU) C/ARAB-CONTRACTORS
 (Me Nestor NINKO) PRESIDENT : Michel B. Théodore da MATHA
 MINISTÈRE PUBLIC : Onésime MADODE
 GREFFIER : Me S. R. Martial GBAGUIDI
 DEBATS : le 23 Mai 2002 en audience publique
 Jugement contradictoire en premier ressort ;

Prononcé le 03 Décembre 2004 en audience publique. PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR : HOUINOU Marius assisté de Maître Bertin AMOUSSOU Avocat à la cour;
 DEFENDEUR : ARAB - CONTRACTORS assistée de Maître Nestor NINKO, Avocat à la Cour ; LE TRIBUNAL- Vu les
 pièces du dossier ;- Vu les demandes du requérant ;- Vu le protocole d' accord en date du 05 Janvier 2004
 intervenu entre les deux parties;- Oui le Ministère Public en ses réquisitions;- Ensemble les dispositions de la loi 98-004
 du 27 janvier 1998 portant code du travail;- Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;Attendu que suivant procès
 verbal de non conciliation N°322/ MFPTRA/ DT/SCT en date du 18 Décembre 2001, Monsieur HOUINOU
 Marius a attrait son employeur ARAB - CONTRACTORS devant la 2ème chambre sociale du Tribunal de 1ère Instance
 de Cotonou pour s'entendre condamner à lui payer divers droits et des dommages - intérêts suite à son
 licenciement ;Attendu qu'aux termes de l' article 246 du code du travail « Lorsque les parties comparaissent
 devant le tribunal, il est procédé à une nouvelle tentative de conciliation. En cas d' accord total ou partiel, un
 procès verbal rédigé séance tenante constate l' accord intervenu. Ce procès verbal est
 exécuté dans les mêmes formes qu' ;un jugement » ;Attendu qu' ;outre l' ;échec de la conciliation
 devant l' ;Inspection du Travail, le tribunal a engagé les parties dans un règlement à l' ;amiable ;Attendu que
 par protocole d' accord en date à Cotonou du 05 JANVIER 2004, les deux parties se sont convenues d' ;un
 règlement à l' ;amiable ;Qu' ;en tout état de cause, il échet d' ;homologuer ledit protocole
 d' accord ;PAR CES MOTIFS Statuant publiquement, contradictoirement, en matière sociale et en premier
 ressort ;EN LA FORME Reçoit HOUINOU Marius en son action ;AU FOND- Constate que le protocole d' accord en
 date du 05 Janvier 2004 entre la société ARAB CONTRACTORS et HOUINOU Marius est constitutif d' une
 transaction.- Dit qu' ;il met définitivement fin au litige opposant les parties.- Homologue par conséquent ledit
 protocole d' accord. Délai d' ;appel : 15 jours

ONT SIGNÉ LE PRESIDENT LE GREFFIER